Construire un avenir non-violent en RDC en embrassant la paix maintenant !

Déclaration de Pax Christi sur la situation en République démocratique du Congo

Bruxelles, 29 février, 2024

Pax Christi International est solidaire des victimes de l'escalade de la violence en République Démocratique du Congo (RDC).

Nous reconnaissons le profond espoir de la population de la RDC pour une existence pacifique, où les solutions non violentes offrent des voies tangibles vers un avenir juste. **Par cette déclaration, nous vous exhortons à conserver cet espoir** d'une nation plus juste et plus pacifique, enracinée dans la non-violence et le respect des droits et des libertés de tous. Les nombreux projets et initiatives, la formation des religieuses et des jeunes à la non-violence active et à la construction de la paix par Pax Christi International sont autant d'occasions de vivre et de pratiquer ces valeurs comme l'un des moyens de s'attaquer à la violence profondément enracinée que le pays endure depuis trois décennies. **Nous soutenons tous les moyens non violents dans lesquels vous, le peuple de la RDC, êtes engagés pour construire des communautés harmonieuses, justes et bienveillantes, qui sont des valeurs transmises aux enfants et aux jeunes à travers les cultures africaines.**

Comme l'ont souligné les Nations unies en octobre 2023, **la RDC est confrontée à l'une des crises humanitaires et de déplacement interne les plus graves au monde, en raison du conflit en cours et de la montée de la violence exacerbée par les attaques, tant à l'intérieur qu'à la frontière, commises par le groupe armé M23 soutenu par le Rwanda.**

Plus de 6,5 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays en raison des troubles actuels et 25,4 millions de personnes - soit un quart de la population - ont besoin aujourd'hui d'une **aide urgente**. Les provinces orientales, qui ont été gravement touchées par la violence et l'insécurité, sont les plus touchées par ces besoins humanitaires urgents.

Les épidémies exacerbent la crise. Les cas de choléra ont atteint 50 000 avec 470 décès enregistrés en 2023, marquant la pire épidémie depuis 2017, tandis que les décès liés à la rougeole ont triplé, passant de 1 800 en 2022 à plus de 6 000 en 2023. **Les chocs climatiques aggravent encore les conditions**, avec de fortes pluies et des inondations fluviales affectant environ 2,1 millions de Congolais et entraînant 300 décès entre la mi-novembre 2023 et janvier 2024.

Le statut de la RDC en tant que premier producteur mondial de minerai de cobalt, ainsi que son importante production de cuivre, d'or et de diamants, soulignent son importance dans les industries extractives mondiales. Toutefois, les **pratiques extractives motivées par les intérêts des entreprises et les exigences du Nord global portent souvent atteinte aux droits des communautés, entraînant des**

violations des droits humains et une dégradation de l'environnement. L'extractivisme non réglementé, associé à la transition énergétique, exacerbe les conflits et sape l'autonomie du pays en matière de prise de décision. Cette approche viole les droits des communautés à une vie saine et à des moyens de subsistance durables et ne respecte pas les droits de la Terre nourricière, notre maison commune, perpétuant ainsi les injustices et déstabilisant la région.

L'engagement de l'Eglise en RDC est considérable, offrant des alternatives non-violentes et une aide humanitaire à travers un large réseau comprenant des hôpitaux et des écoles, ainsi que des initiatives économiques telles que des fermes et des magasins. **Pax Christi International, avec son réseau dans la région des Grands Lacs et d'autres organisations catholiques importantes, continue à soutenir les efforts de la région des Grands Lacs en prenant part à des moments clés dans la promotion de l'approche du dialogue :**

- La **Messe de solidarité pour la paix** du 28 janvier 2024, au cours de laquelle 68 évêques et cardinaux du Burundi, du Rwanda et de la RDC se sont réunis à Goma (RDC), a été suivie d'une **déclaration des évêques de l'Association des conférences épiscopales de l'Afrique centrale (ACEAC), qui a souligné leur demande d'exhorter les dirigeants à s'engager sur un véritable chemin de solidarité** en créant une communauté où les valeurs éthiques de la paix juste font partie de la vie.
- La **Messe de solidarité avec les victimes de l'est de la RDC** le 24 février à Kinshasa (RDC), où, en présence de diplomates et de fidèles, Son Eminence le Cardinal Fridolin Ambongo a appelé les dirigeants à agir pour mettre fin aux souffrances de la population, dénonçant le silence de la communauté internationale.

Ces moments sont salués comme des phares de la non-violence au milieu du conflit.

Pax Christi International appelle à des solutions humanitaires et à une approche du conflit en République Démocratique du Congo (RDC) basée sur les droits de l'homme. C'est pourquoi nous demandons :

- **Les Nations unies et l'Union européenne à :**
    - Donner la priorité à la crise de la RDC dans leurs agendas, en prenant des mesures concrètes pour mettre fin à la violence et fournir une **aide humanitaire** cohérente, en apportant un soutien essentiel aux populations déplacées en répondant à leurs besoins de base.
    - Se concentrer concrètement sur les causes profondes de la violence, en s'engageant dans un **effort diplomatique vigoureux** pour faire en sorte que le dialogue reste l'approche principale et unique, en renforçant les efforts diplomatiques tels que ceux lancés et mis en œuvre par le gouvernement de l'Angola.
    - Une surveillance stricte du commerce des armes, qui augmente et facilite l'exacerbation de la violence dans le pays, **en adoptant des sanctions si nécessaire.**

- **Les décideurs des pays du Nord doivent :**
    - Évaluer soigneusement l'impact de leurs décisions économiques sur la République démocratique du Congo (RDC) et l'aggravation de la crise.
    - Utiliser les voies diplomatiques pour promouvoir les processus de paix et impliquer activement les organisations de la société civile locales, nationales et internationales afin d'acquérir une véritable compréhension de la situation et de faciliter les solutions de collaboration.
    - Garantir la centralité du respect des droits humains et de l'environnement dans les processus de prise de décision, en veillant à ce que les intérêts économiques ne mettent pas en péril le bien-être, la durabilité ou la vie des communautés locales en RDC.
- **La société civile internationale, y compris les organisations et réseaux confessionnels, à** :
    - Poursuivre leurs efforts pour promouvoir le dialogue et soutenir les populations touchées, en servant de phare à la justice et à la paix dans la région.
    - S'appuyer sur la volonté des jeunes de la région pour un avenir meilleur et commencer à planifier avec eux et l'ensemble des communautés les voies de la réparation et de la justice historique.